
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 43

Bill No. 43

Loi modifiant la Loi sur les produits
agricoles et les aliments

An Act to amend the Agricultural
Products and Food Act

Première lecture

First reading

M. GARON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1 9 7 7

Projet de loi n° 43

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (1974, chapitre 35) est modifié par l'addition, après le paragraphe *g*, des paragraphes suivants:

«*h*) «vente en détail»: toute vente de produits faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non pour fins de revente;

«*i*) «vente en gros»: toute vente de produits faite à un acheteur pour fins de revente en état ou après préparation, conditionnement ou transformation;

«*j*) «détaillant»: toute personne faisant la vente en détail ou servant pour fins de consommation et moyennant rémunération des produits destinés à la consommation humaine, l'exploitant de tout établissement régi par la Loi de la probation et des établissements de détention (1969, chapitre 21), la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48) ou la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44), le gouvernement, ses ministères et organismes.»

Bill No. 43

An Act to amend the Agricultural Products and Food Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Agricultural Products and Food Act (1974, chapter 35) is amended by adding after paragraph *g* the following paragraphs:

“(h) “retail”: any sale of products to a purchaser or to a user for consumption or use but not for resale;

“(i) “wholesale”: any sale of products to a purchaser for resale, standing or after preparation, conditioning or processing;

“(j) “retailer”: any person engaged in the retail or the furnishing for consumption, for a consideration, of products intended for human consumption, the operator of any establishment governed by the Probation and Houses of Detention Act (1969, chapter 21), the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48) or the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44), the Government and the government departments and agencies.”

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet vise à définir les expressions «vente en détail», «vente en gros» et «détaillant». La vente en détail vise toute vente à un acheteur ou usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente. La vente en gros vise toute vente à un acheteur pour fins de revente en état ou après préparation, conditionnement ou transformation. Enfin le détaillant vise les personnes ou exploitants d'établissements auxquels se fait la vente en gros, c'est-à-dire les intermédiaires entre les vendeurs en gros et les consommateurs ou usagers.

L'article 2 oblige le vendeur d'aliments à éliminer sur le champ tout produit altéré, impropre à la consommation, ou autrement non conforme à la loi ou aux règlements.

L'article 3 accorde au gouvernement le pouvoir d'interdire, sauf dans les cas qu'il détermine, la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage de toute estampille autre que celle approuvée par règlement.

L'article 4 permet au gouvernement de prescrire les conditions relatives à la provenance des viandes ou aliments carnés détenus ou utilisés par l'exploitant d'un établissement visé au paragraphe a ou b de l'article 6 et de prohiber, sauf dans les cas qu'il détermine, la détention ou l'usage des viandes ou

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill is intended to define the expressions "retail", "wholesale" and "retailer". Retail includes any sale to a purchaser or user for consumption or use but not for resale. Wholesale includes any sale to a purchaser for resale of standing, prepared, conditioned or processed products. Finally, a retailer is any person or any operator of an establishment who makes wholesale purchases, as the intermediary between the wholesale vendor and the consumer or user.

Section 2 requires the vendor of food to immediately eliminate any product that is adulterated, unfit for consumption or otherwise not in conformity with the law or the regulations.

Section 3 grants the Government the power to prohibit, except in such cases as it may determine, the making, copying, keeping or use of any stamp other than the stamp approved by regulation.

Section 4 empowers the Government to prescribe the conditions regarding the origin of meat or meat products stocked or used by the operator of an establishment contemplated in paragraph a or b of section 6 and to prohibit, except in such cases as it may determine, the stocking or use of meat or meat products

2. L'article 4a de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot «conditionneur» des mots «, le vendeur».

3. L'article 4b de ladite loi, édicté par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié par l'insertion, dans la septième ligne, après le mot «usage», des mots «et interdire la fabrication, la reproduction, la détention ou l'usage de toute autre estampille».

4. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 4b, de l'article suivant:

«**4c.** Le gouvernement peut prescrire les conditions relatives à la provenance des viandes ou aliments carnés détenus ou utilisés par l'exploitant d'un établissement visé au paragraphe a ou b de l'article 6 ou par un détaillant et prohiber, sauf dans les cas qu'il détermine, la détention ou l'usage des viandes ou aliments carnés ne répondant pas à ces conditions et aux dispositions des règlements relatives à l'estampille.»

5. L'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 40 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**6.** Nul ne peut, sans être détenteur d'un permis en vigueur:

- a) exploiter un abattoir;
- b) exploiter un atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine;
- c) exploiter un atelier d'équarrissage d'animaux;
- d) à moins d'être déjà détenteur d'un permis d'exploitation d'atelier d'équar-

2. Section 4a of the said act, enacted by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended by inserting after the word "conditioning" in the third and fourth lines of the first paragraph the word ", selling".

3. Section 4b of the said act, enacted by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended by inserting after the word "thereof" in the sixth line the words "as well as the making, copying, keeping or use of any other stamp,".

4. The said act is amended by inserting after section 4b the following section:

«**4c.** The Government may prescribe the conditions respecting the origin of meat or meat products stocked or used by the operator of an establishment contemplated in paragraph a or b of section 6 or by a retailer and prohibit, except in such cases as it may determine, the stocking or use of meat or meat products not in conformity with such conditions or with the stamp regulations."»

5. Section 6 of the said act, amended by section 2 of chapter 40 of the statutes of 1975, is replaced by the following:

«**6.** No person shall, without holding a permit in force:

- (a) operate a slaughter-house;
- (b) operate a plant for the preparation, conditioning or processing, for wholesale, of meat or meat products intended for human consumption;
- (c) operate a plant for dismembering animals;
- (d) unless already holding a permit to operate a plant for dismembering

aliments carnés ne répondant pas à ces conditions et aux dispositions des règlements relatives à l'estampille.

L'article 5 prévoit la nécessité de permis pour les activités mentionnées à l'article 6 de la loi.

Il exempte de l'obligation de se munir d'un permis les exploitants d'abattoirs ou d'ateliers de préparation de viandes enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes (Statuts révisés du Canada, chapitre M-7) ou d'ateliers «Approuvé Canada».

Il exempte également de l'obligation de se munir d'un permis la personne qui, à la date du dépôt du projet de loi, exploite un abattoir servant exclusivement à approvisionner son propre atelier de préparation de viandes ou d'aliments carnés pour fins de vente en détail.

Il prévoit enfin la perte du bénéfice de cette exemption pour cette personne qui cesse l'exploitation de son abattoir de façon définitive ou durant une période d'au moins douze mois consécutifs.

L'article 6 accorde au ministre le pouvoir d'imposer des conditions au permis dans l'intérêt public et il prévoit la nécessité d'indiquer ces conditions au permis.

L'article 7 permet au ministre de délivrer un permis pour une période moindre que douze mois dans l'intérêt public.

L'article 8 accorde au ministre le pouvoir de suspendre, annuler ou de refuser de renouveler le permis de tout détenteur qui a cessé ses opérations de façon définitive ou durant au moins dix mois.

L'article 9 permet à la personne autorisée:

a) de pénétrer dans un local où l'on emballe un produit et dans un local où l'on fabrique, reproduit, détient ou

not in conformity with such conditions or with the stamp regulations.

Section 5 requires a permit for the activities mentioned in section 6 of the act.

It exempts the operators of slaughterhouses or meat processing plants registered under the Meat Inspection Act (Revised Statutes of Canada, chapter M-7) and "Approved Canada" plants from the requirement to obtain a permit.

It also exempts any person who, on the date of the tabling of the bill, operates a slaughter-house used exclusively to supply his own plant for processing meat or meat products for retail, from the requirement to obtain a permit.

Finally, it provides that a person who ceases to operate his slaughter-house definitively or for a period of at least twelve consecutive months loses this exemption.

Section 6 empowers the Minister to impose conditions on the permit in the public interest and requires that they be indicated in the permit.

Section 7 empowers the Minister to issue a permit for a period of less than twelve months in the public interest.

Section 8 grants the Minister the power to suspend, cancel or refuse to renew the permit of any holder who has ceased operations definitively or for at least ten months.

Section 9 allows an authorized person:

(a) to enter premises where a product is packaged, or where any stamp contemplated in section 4b of the act is

rissage d'animaux, récupérer des viandes impropres à la consommation humaine.

Les paragraphes *a* et *b* du présent article ne s'appliquent pas à la personne qui exploite un atelier enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes (Statuts révisés du Canada, chapitre M-7).

Le paragraphe *a* du présent article ne s'applique pas à la personne qui, le (*insérer ici la date du dépôt du présent projet*), exploite un abattoir servant exclusivement à approvisionner son atelier de préparation pour fins de vente en détail de viandes ou d'aliments carnés provenant des animaux abattus dans son abattoir. Toutefois, cette personne perd l'exemption dès qu'elle cesse d'exploiter son abattoir de façon définitive ou durant une période d'au moins douze mois consécutifs. »

6. L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: «Le ministre impose, à cette fin, toute condition qu'il juge à propos, et le permis doit indiquer les conditions ainsi imposées.»

7. L'article 8 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le ministre peut toutefois délivrer un permis pour une période moindre s'il juge que l'intérêt public l'exige.»

8. L'article 12 de ladite loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *b*, du paragraphe suivant:

«*c*) a cessé ses opérations de façon définitive ou durant au moins dix mois consécutifs. »

animals, salvage meat unfit for human consumption.

Subparagraphs *a* and *b* of this section do not apply to a person operating a plant registered under the Meat Inspection Act (Revised Statutes of Canada, chapter M-7).

Subparagraph *a* of this section does not apply to a person who, on (*insert here the date of tabling of this bill*), operates a slaughter-house used exclusively for supplying his plant for the preparation, for retail, of meat or meat products derived from the animals slaughtered in his slaughter-house. However, such person loses such exemption on ceasing, definitively or for a period of at least twelve consecutive months, to operate his slaughter-house."

6. Section 7 of the said act, amended by section 3 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended by adding at the end of the third paragraph the following: "The Minister shall, for such purpose, impose any condition he deems expedient, and the permit must indicate the conditions so imposed."

7. Section 8 of the said act, amended by section 4 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended by adding at the end the following paragraph:

"The Minister may, however, issue a permit for a shorter period if he considers it required in the public interest."

8. Section 12 of the said act is amended by adding after paragraph *b* the following paragraph:

"(c) who has ceased operations definitively or for at least ten consecutive months."

utilise une estampille visée à l'article 4b de la loi;

b) de saisir ou confisquer un produit détenu par une personne contrevenant à l'article 6 de la loi de même qu'aux dispositions réglementaires relatives à l'estampille ou aux viandes impropres à la consommation humaine;

c) d'employer tout dispositif technique approprié pour empêcher les opérations de tout détenteur de permis en dehors des horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30a de la loi.

L'article 10 permet au ministre de fixer les horaires d'exploitation des établissements sous permis afin d'y assurer l'inspection permanente.

L'article 11 ajoute aux pouvoirs réglementaires du gouvernement pour lui permettre:

a) de prohiber ou réglementer l'abattage d'animaux dans un atelier d'équarrissage d'animaux ainsi que certaines opérations relatives aux viandes impropres à la consommation humaine;

b) de prescrire des conditions et des restrictions afférentes à chaque catégorie de permis;

c) de fixer des heures en dehors desquelles les coûts d'inspection permanente seront remboursés au gouvernement selon les modalités qu'il déterminera;

d) de définir les expressions «atelier d'équarrissage d'animaux» et «viandes impropres à la consommation humaine»;

e) de prescrire des règles de publicité ou de réclame des produits commercialisés.

L'article 12 est de concordance.

L'article 13 augmente les pénalités dans les cas de violation de l'article 6 de la loi et des dispositions réglementaires relatives à l'estampille, en leur appliquant les mêmes pénalités que

manufactured, reproduced, kept or used;

(b) to seize or confiscate a product stocked by a person contravening section 6 of the act and the stamp regulations or the regulations on meat unfit for human consumption;

(c) to use any appropriate technical device to prevent operations by a permit holder outside the operating hours fixed in accordance with section 30a of the act.

Section 10 empowers the Minister to fix the operating hours of the establishments under permit in order to ensure permanent inspection.

Section 11 adds to the regulation-making powers of the Government, to enable it:

(a) to prohibit or regulate the slaughter of animals in a plant for dismembering animals, and certain operations concerning meat unfit for human consumption;

(b) to prescribe conditions and restrictions governing each category of permit;

(c) to fix the hours outside which the costs of permanent inspection are to be reimbursed to the Government, on such terms and conditions as it may determine;

(d) to define the expressions "plant for dismembering animals" and "meat unfit for human consumption";

(e) to prescribe rules on publicity or advertising regarding marketed products.

Section 12 is a provision of concordance.

Section 13 increases the penalties for the contravention of section 6 of the act and of the stamp regulations, applying the same penalties as for the contravention of section 4a of the act and of

9. L'article 30 de ladite loi est modifié:

a) par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe *a*, après le mot «entrepouse» du mot «, emballé»;

b) par l'addition, à la fin du paragraphe *a*, après le mot «produit», de ce qui suit: «et dans un local où l'on fabrique, reproduit, détient ou utilise toute estampille visée à l'article 4*b*»;

c) par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *e*, après le chiffre «3», de ce qui suit: «ou détenu par une personne contrevenant à l'article 6, aux dispositions des règlements relatives à l'estampille ou aux viandes impropres à la consommation humaine»;

d) par l'addition, après le paragraphe *e*, du paragraphe suivant:

«*f)* employer tout dispositif technique approprié pour empêcher les opérations de tout détenteur de permis en dehors des horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30*a*.»

10. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 30, de l'article suivant:

«**30*a*.** Le ministre peut fixer les horaires d'exploitation d'un abattoir ou d'un atelier visé aux paragraphes *a*, *b* et *c* de l'article 6 afin d'assurer l'inspection permanente des opérations du détenteur de permis.»

11. L'article 36 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par l'insertion, après le paragraphe *b*, du suivant:

«*b*¹) prohiber ou réglementer l'abattage d'animaux dans un atelier d'équarissage d'animaux ou l'exécution d'opérations relatives aux viandes impropres à la consommation humaine détenues

9. Section 30 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word "stored" in the third line of paragraph *a* the word ", packaged";

(b) by adding, after the word "sold" in the last line of paragraph *a*, the following: "and in premises where any stamp contemplated in section 4*b* is manufactured, reproduced, kept or used";

(c) by adding after the figure "3" in the second line of paragraph *e*, the following: "or stocked by a person contravening section 6, the stamp regulations or the regulations on meat unfit for human consumption";

(d) by adding after paragraph *e* the following paragraph:

"*(f)* use any appropriate technical device to prevent operations by any permit holder outside the operating hours fixed under section 30*a*."

10. The said act is amended by adding after section 30 the following section:

«**30*a*.** The Minister may fix the operating hours of a slaughter-house or plant contemplated in subparagraphs *a*, *b* and *c* of section 6 so as to ensure the permanent inspection of the operations of the permit holder.»

11. Section 36 of the said act, amended by section 5 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by inserting after paragraph *b* the following:

"*(b*¹) prohibit or regulate the slaughtering of animals in a plant for dismembering animals or the carrying on of operations concerning meat unfit for human consumption stocked by a sal-

celles prescrites dans les cas de violation de l'article 4a de la loi et des dispositions réglementaires relatives aux viandes impropres à la consommation humaine.

L'article 14 est de concordance.

L'article 15 prévoit des pénalités élevées dans les cas de violation des horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30a de la loi et des conditions indiquées aux permis d'exploitation prévus à l'article 6 de la loi.

L'article 16 est de concordance.

the regulations on meat unfit for human consumption.

Section 14 is a provision of concordance.

Section 15 provides severe penalties for non-observance of the operating hours fixed under section 30a of the act, and of the conditions indicated in the operating permit provided for in section 6 of the act.

Section 16 is a provision of concordance.

par un récupérateur ou par l'exploitant d'un tel atelier;»;

b) par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«*f*) déterminer les catégories de permis de même que les conditions et les restrictions afférentes à chaque catégorie;»;

c) par l'addition, après le paragraphe *i*, des paragraphes suivants:

«*j*) fixer les heures en dehors desquelles les coûts d'inspection permanente doivent être remboursés au gouvernement par le détenteur d'un permis d'exploitation d'établissement et déterminer les modalités de ce remboursement;

«*k*) définir, aux fins de la présente loi et des règlements, les expressions «atelier d'équarrissage d'animaux» et «viandes impropres à la consommation humaine»;

«*l*) statuer sur la publicité ou la réclame servant à promouvoir le commerce des produits.»

12. L'article 39 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des nombres et mot «6, 32 et 33» par les nombres et mot «32 et 33».

13. L'article 39*a* de ladite loi, édicté par l'article 7 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots et nombre «l'article 4*a* ou les dispositions des règlements relatives» par les mots et nombres «les articles 4*a* et 6 ou les dispositions des règlements relatives à l'estampille ou».

14. L'article 39*c* de ladite loi, édicté par l'article 7 du chapitre 40 des lois de 1975, est modifié:

a) par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots

vager or by the operator of such a plant;»;

(b) by replacing paragraph *f* by the following:

“(f) determine the categories of permits and the conditions and restrictions governing each category;”;

(c) by adding after paragraph *i* the following paragraphs:

“(j) fix the hours outside which the costs of permanent inspection must be reimbursed to the Government by the holder of a permit to operate an establishment, and determine the terms and conditions of such reimbursement;

“(k) define, for the purposes of this act and the regulations, the expressions “plant for dismembering animals” and “meat unfit for human consumption”;

“(l) rule on the publicity or advertising used for the commercial promotion of products.”

12. Section 39 of the said act is amended by replacing the figures and word “6, 32 and 33” in the second line by the figures and word “32 and 33”.

13. Section 39*a* of the said act, enacted by section 7 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended by replacing the words and figure “section 4*a* or those provisions of the regulations which regard” in the second and third lines of the first paragraph by the words and figures “sections 4*a* and 6 or the stamp regulations or the regulations on”.

14. Section 39*c* of the said act, enacted by section 7 of chapter 40 of the statutes of 1975, is amended:

(a) by replacing the words and figure “section 4*a* or against those provisions

et nombre «à l'article 4a ou aux dispositions des règlements relatives» par les mots et nombres «aux articles 4a, 6, aux horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30a, aux conditions indiquées à son permis ou aux dispositions des règlements relatives à l'estampille ou»;

b) par le remplacement, dans la onzième ligne, des mots et nombre «à l'article 39a» par les mots et nombres «aux articles 39a et 39d».

15. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 39c, des articles suivants:

«**39d.** Tout détenteur de permis qui enfreint les horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 30a ou les conditions indiquées à son permis est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais,

a) pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000;

b) pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000.

L'article 43 ne s'applique pas à ces infractions.

«**39e.** L'article 39d s'applique *mutatis mutandis* à une corporation, sauf que les amendes doivent être d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000 pour une première infraction, et pour toute récidive dans les deux ans, d'au moins \$5,000 et d'au plus \$10,000.

Le tribunal peut ordonner que, si l'amende et les frais ne sont pas payés par la corporation, ils le soient par tels administrateurs, officiers, employés ou agents de la corporation qu'il désigne, et dans la proportion qu'il indique.»

16. L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 40 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

of the regulations which regard" in the second and third lines by the words and numbers "sections 4a, 6, the operating hours fixed in accordance with section 30a, the conditions indicated in its permit or in the stamp regulations or the regulations on";

(b) by replacing the word and figure "section 39a" in the eleventh line by the words and figures "sections 39a and 39d".

15. The said act is amended by adding after section 39c the following sections:

«**39d.** Every permit holder who infringes the operating hours fixed in accordance with section 30a or the conditions indicated in his permit is liable, on summary proceedings, in addition to costs,

(a) for a first offence, to a fine of not less than \$500 nor more than \$2,000;

(b) for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$2,000 nor more than \$5,000.

Section 43 does not apply to such offences.

«**39e.** Section 39d applies *mutatis mutandis* to a corporation, except that the fines must be not less than \$2,000 nor more than \$5,000 for a first offence, and for any subsequent offence within two years, not less than \$5,000 nor more than \$10,000.

The court may order, if the fine and costs are not paid by the corporation, that they be paid by such directors, officers, employees or agents of the corporation as it designates, and in such proportion as it indicates."

16. Section 40 of the said act, amended by section 8 of chapter 40 of the statutes of 1975, is again amended:

a) par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes, des mots et nombre «Toute personne qui exploite un abattoir ou un atelier visé à l'article 6 sans être détenteur d'un permis en vigueur» par les mots et nombre «Quiconque enfreint l'article 6»;

b) par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots et nombres «aux articles 38, 39 et 39a» par les mots et nombre «à l'article 39a».

17. L'article 6 de la Loi sur les produits agricoles et les aliments, tel que remplacé par l'article 5 de la présente loi, entrera en vigueur, en tout ou en partie, à la date ou aux dates fixées par proclamation du gouvernement.

18. Sous réserve de l'article 17, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

(a) by replacing the words and figure "Any person operating a slaughterhouse or a plant contemplated in section 6 without holding a permit in force" in the first, second and third lines by the words and number "Every person who contravenes section 6";

(b) by replacing the words and figures "sections 38, 39 and 39a" in the fifth line by the word and figure "section 39a".

17. Section 6 of the Agricultural Products and Food Act, as replaced by section 5 of this act, shall come into force, in whole or in part, on the date or dates fixed by proclamation of the Government.

18. Subject to section 17, this act shall come into force on the day of its sanction.